

Economie française, attention ! La rentrée sera chaude !

En ce début du mois d'août, en France, toujours pas de croissance, ni de reprise à l'horizon.... D'après les derniers chiffres, la France pourrait même bientôt avoir besoin du soutien de la Banque Européenne et cela peut être dès le mois d'octobre. Car en septembre, le gouvernement français devra établir son budget pour 2014 et là, il va falloir admettre cette vérité : le pays est au-dessus de 4% de déficit public par rapport au PIB. Il nous faut comprendre dès à présent que cela ne sera pas du goût des investisseurs qui pourront en toute évidence raviver la crise de la dette française, tout comme en Italie et en Espagne.

En cette période estivale, nous rêvons encore sur notre nuage

Normal. Mais lorsque la réalité économique nous rattrapera, à la rentrée, il nous faudra admettre et comprendre que la récession est là, que le déficit public est plus élevé que prévu, et de surcroît, que les mesures prises depuis le début de l'année ne vont malheureusement pas dans le bon sens. Nous vivrons à la fin de cet été, l'inévitable, mais si prévisible crise de la rentrée, avec sa commune dégradation des marchés. Cette dégradation sera particulièrement violente cette année et il serait souhaitable de nous y préparer psychologiquement. Nous sommes, en ces temps de vacances dans le sens propre de vide, vacuum, dans une période de fausse tranquillité en raison du si normal paradoxe français. Un pays, qui est un pays d'Europe du sud avec tous ses déséquilibres si caractéristiques, mais sans les réformes de l'Europe du sud, tout en ayant les taux d'intérêts de l'Europe du Nord. Ce paradoxe ne va pourtant pas durer et la France va être rattrapée par un choc de la dette. N'oublions pas que la France est à ce jour le plus gros emprunteur en EUROS du monde (200 milliards). Il est incontournable qu'un choc de clarification de modèle économique voie le jour. Et là se jouera la vraie partie économique de l'année : soit le pays passe sous la tutelle de l'Europe ou du FMI avec les indispensables réformes, soit l'appareil de production compétitif est relancé et le marché du travail libéralisé, ceci accompagné d'une diminution des dépenses publiques (impensable au vu de l'état actuel de l'Hexagone). Au fond, il suffirait de retrouver le sens de la production, de l'investissement et de l'innovation. Pourtant à tous niveaux, nous restons obstinément dans le déni de la crise. Souvenons-nous en juin encore, on taxait et « retaxait » pour soutenir la dépense sociale, cassant ainsi en toute logique mécanique l'appareil de production et en coupant par conséquence l'économie française de toute source de financement externe à la manne publique. La surchauffe se dessine pour l'automne et comme déjà annoncé, pour ne rien arranger, notre PIB de fin 2013 sera inférieur à celui de 2008. En toute transparence, la rentrée se présente sous forme de récession économique avec un taux de chômage record et une rentabilité des entreprises la plus basse d'Europe. - Septembre chaud et octobre torride- voici la prévision. Tous les moteurs de la croissance viennent de bloquer net : pouvoir d'achat -0.4%, taux d'investissement -3%, et des exportations qui dévissent plus vite que les importations (Pour la première fois depuis 2010, le déficit passe sous la barre des 30 milliards d'euros). Le déficit public sera à 4% et la dette française à 95% du PIB. Rien à ajouter à ce constat sauf une injonction de circonstance « Chaud devant..... »